

Programme des Nations Unies pour le Développement
Madagascar
[Institutions Démocratiques, Intègres, Représentatives et Crédibles]
(IIDIRC)
Rapport Trimestriel sur progrès au [31 mars 2017]

Award ID : 00097146

Durée du projet: septembre 2016 – décembre 2018

Effet UNDAF: Les institutions publiques, la société civile et les médias, au niveau central et décentralisé, exercent leurs rôles et sont redevables pour une gouvernance apaisée, protectrice des droits humains

Produit CPD: Résultat 2: Les institutions démocratiques et les acteurs en charge de la redevabilité et de l'Etat de droit ont des attributions claires, des ressources et des capacités appropriées, exercent leurs fonctions de façon efficace et transparente et facilitent l'accès à la justice, la lutte contre la corruption et la participation citoyenne.

Résultat pertinent du plan stratégique du PNUD : Effet n°2 : Les attentes des citoyens, notamment en matière de liberté d'expression, de développement, de primauté du droit et de redevabilité sont satisfaites grâce à des systèmes plus solides de gouvernance démocratique

Total Budget: 1 100 000 USD

Agence de mise en œuvre: PNUD

Liste de distribution aux parties prenantes

1. Belahy Hanitriniaina, Directeur des Droits de l'Homme et des Relations Internationales (DDHRI, Ministère de la Justice)
2. Ramanantsoa Ramelson Nirinamihamina, Directeur de Programme et Suivi-Evaluation (DPSE, Ministère de la Justice)
3. Georges RAZAFIMANANTSOA, DPCSE - BIANCO
4. Reyna JOSVAH-RABIAZA,
5. RABEMANISA Andriamampandry, Directeur des Etudes Stratégiques - SAMIFIN
6. RANDRIANJAFISOLO Anthony, Assemblée Nationale
7. RAKOTOMALALA Jacques Yves Richard, Sénat
8. MATAVIMANA Ravao Georgine, Commissaire – Conseil National Indépendante des Droits de l'Homme (CNIDH)
9. Miary RASOLOFOARIJAONA, Secrétaire Général – Ordre des Journalistes
10. Ferdinand RATSIMBAZAFY

RAPPORT TRIMESTRIEL (préciser trimestre et année)

1. Mise en œuvre de produits du CPD

Output 2 du CPD: (intitulé)

Produit 2 CPD : Les institutions démocratiques et les acteurs en charge de la redevabilité et de l'Etat de droit ont des attributions claires, des ressources et des capacités appropriées, exercent leurs fonctions de façon efficace et transparente et facilitent l'accès à la justice, la lutte contre la corruption et la participation citoyenne.

- **Intitulé indicateur 2.2 : Nombre d'institutions et acteurs (y compris le Parlement et l'Organe de gestion des élections) disposant d'outils et de compétences nécessaires à l'exercice de leurs missions et à la promotion de la participation citoyenne y compris les femmes et les jeunes).**
- Baseline (2016) : 0
- Cible de l'année (2017) : 4
- Réalisation cumulée (+ % d'avancement vers la cible) : 0%
- Etat d'avancement
- Les principaux points focaux du projet IDIRC et les Secrétaires Généraux des deux institutions (Assemblée Nationale, Sénat) ont été approchés pour que toutes les activités puissent se faire dans un calendrier précis. Cela a permis une appropriation des principales bénéficiaires concernées, une forte collaboration avec les entités, une planification des différentes activités dans l'année et une facilitation de la mise en œuvre de ces activités.
- Faits marquants au cours du trimestre écoulé
- Observations importantes le cas échéant (ex. : risque de ne pas atteindre la cible annuelle, causes et mesures à prendre)

Toutes les activités relatives à l'appui au Parlement commenceront au mois d'avril 2017. Des réunions périodiques avec l'Assemblée Nationale et le Sénat ont été effectuées pour détailler les activités leur concernant pour toute l'année 2017. Les TDRs relatifs aux activités sont en cours d'élaboration

- **Intitulé indicateur 2.3 : Nombre d'initiatives appuyées contribuant à la lutte contre la corruption ou à la participation citoyenne**
- Baseline (2016) : 0
- Cible de l'année (2017) : 5
- Réalisation cumulée (+ % d'avancement vers la cible) : 10%
- **Etat d'avancement**
- Les membres de la société civile, des médias, les représentants des autorités locales (Région, Commune), les représentants des officiers de Police judiciaire ont eu une meilleure connaissance des procédures judiciaires grâce à un débat/rencontre avec le Conseil Supérieur

de la Magistrature pour une meilleure application de la justice dans les juridictions à Fort-Dauphin ;

- Les Institutions Financières Déclarantes (IFD) et les Etablissements Professionnels Non Financiers Désignés (ENFD) ont été sensibilisés pour un meilleur engagement à la lutte contre le blanchiment des capitaux et du financement de terrorisme;
 - Le processus de mise en place d'une Plateforme Numérique de Centralisation des Données a pu être enclenché à travers un atelier de coordination des Institutions de Lutte Contre la Corruption (Ministère de la Justice, BIANCO, SAMIFIN, CSI).
-
- **Faits marquants au cours du trimestre écoulé**
-
- **Observations importantes le cas échéant (ex. : risque de ne pas atteindre la cible annuelle, causes et mesures à prendre)**

2. Mise en œuvre de produits du Plan stratégique

Outcome 2 du plan stratégique:

- Etat d'avancement (Indicateurs, baselines, cible annuelle, valeur actuelle + % d'avancement vers la cible annuelle) :

Output 2.1: Parliaments, constitution making bodies and electoral institutions enabled to perform core functions for improved accountability, participation and representation, including for peaceful transitions.

Indicateur 2.1.1.A.1.1 : Extent to which the Parliament has improved its administrative and human resources capacities required to discharge its mandates in relation to law-making, oversight and representation

- Baseline 2016: 3= capacité partiellement améliorée
- Cible 2017 : 3 = capacités partiellement améliorée
- Valeur actuelle: 3 = capacités partiellement améliorée
- % avancement vers la cible annuelle : 0%

Output 2.2: Institutions and systems enabled to address awareness, prevention and enforcement of anti-corruption measures across sectors and stakeholders.

2.2.2. A.1.1. Nombre de propositions prévues pour atténuer les risques sectoriels spécifiques de corruption (par ex les industries extractives et les marchés publics dans les secteurs de la santé et d'autres)

- Baseline 2016 : 10
- Cible annuelle : 13
- Valeur actuelle: 10
- % avancement vers la cible annuelle : 0%

2.2.2.A.3.1. Number of proposals adopted to mitigate sector specific corruption risks (e.g. extractive industries, and public procurement in the health and other sectors)

- Baseline 2016 : 9
- Cible annuelle : 13
- Valeur actuelle: 9
- % avancement vers la cible annuelle : 0%
-

Etc.

3. *Prise en compte du genre*

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet, les femmes constituent un objectif significatif. Aussi, le critère genre est-il pris en compte en vue d'une meilleure inclusion des femmes. Cependant, les résultats restent très dépendants des paramètres échappant au contrôle du projet.

Pour le projet, le pourcentage des participants aux différents renforcements de capacités effectués dans le cadre des activités du projet IDIRC étant des femmes est : **39,74%**

- Un atelier de rencontre entre les membres du CSM et les acteurs non magistrats ont été effectué : 21 participants dont 6 femmes ;
- Un atelier de renforcement des capacités en matière de code d'éthique et de déontologie des magistrats a été réalisé avec 8 Magistrats de Fort-Dauphin et d'Ambovombe dont 3 femmes ;
- Une descente des membres du Conseil Supérieur de la Magistrature (CSM) avec une femme sur trois missionnaires a été effectuée ;
- Un atelier de renforcement des capacités en matière de code d'éthique et de déontologie du personnel d'administration judiciaire a été réalisé avec 8 greffiers dont 5 femmes ;
- Un atelier de sensibilisation des Institutions Financières Déclarantes (IFD) effectué à l'initiative du SAMIFIN a été réalisé avec 40 participants dont 18 femmes ;
- Un atelier de sensibilisation des Etablissements Professionnels Non Financiers Désignés (ENFD) à l'initiative du SAMIFIN a été réalisé avec 29 participants dont 9 femmes ;
- Un atelier sur la coordination des Institutions de Lutte contre la Corruption (ILCC) tels que CSI, SAMIFIN, Ministère de la Justice et BIANCO sur un projet de mise en place d'une Plateforme Numérique de Centralisation des Données a été réalisé avec 50 participants dont 21 femmes.

4. *Point sur le renforcement des capacités nationales*

Toutes les activités menées dans le cadre du projet concernent le renforcement des capacités nationales.

5. *Point sur la coopération sud-sud*

Pour la coopération Sud-Sud, cela n'a pas encore été effectuée pour le premier trimestre.

6. Principaux problèmes rencontrés et solutions adoptées ou proposées

La mise en place et l'opérationnalisation du PAC était prévue pour le 1^{er} trimestre 2017. Toutefois, le premier PAC n'est pas encore en place du fait du processus de recrutement du personnel du PAC en cours, de la négociation de local du PAC en cours entre le Ministère de la Justice et le BIANCO et l'inexistence de bâtiment administratif à réhabiliter et cela a causé ainsi le retard des activités du projet y afférentes.

Solution adoptée et/ou proposée : discussion du Management avec le Ministère de la Justice sur les principaux blocages pour l'opérationnalisation du PAC.

L'avant-projet de loi sur le recouvrement des avoirs censé être adoptée à la deuxième session parlementaire de l'année 2016 n'a pas encore été adopté et est encore en cours d'adoption en Conseil du Gouvernement. La conception de modèle d'agence de recouvrement ne pourrait ainsi être élaborée qu'après l'adoption de cet avant-projet de loi au risque de ne pas être adapté au contexte national.

Solution adoptée et/ou proposée : discussion du Management avec le Ministère de la Justice sur les principaux blocages pour l'adoption de ce projet de loi en Conseil du Gouvernement. Elaboration d'une note sur les blocages du projet envoyé au Management.

Il est prévu dans le PTA 2017 qu'une mise à jour de l'avant-projet de loi sur l'accès à l'information dont l'initiative revient au CSI sera effectuée. Le Ministère de la Communication, de l'Information et des Relations avec les Institutions (MCIRI) est l'entité apte à porter cet avant-projet de loi. Or le MCRI ne met pas encore comme priorité cette loi. Après un accord entre les deux institutions, il a été décidé qu'un consultant sera recruté pour effectuer un recueil des textes existant relatifs à l'accès à l'information avec des annotations, ainsi qu'une proposition de « note de discussion » entre les deux institutions.

7. Perspectives pour le prochain trimestre

Volet Lutte contre la corruption :

- Doter le PAC d'Antananarivo en matériels informatiques ;
- Doter les ILCC (BIANCO, CSI, SAMIFIN) en matériels informatiques ;
- Effectuer l'étude sur l'élaboration d'un mécanisme de protection des dénonciateurs ;
- Lancer le recrutement d'un consultant sur la conception d'un modèle de dénonciation des abus par appel téléphonique gratuit (numéro vert) ;
- Réaliser l'étude sur la corruption sexuelle et basée sur le genre ;
- Réaliser l'étude sur la restructuration du BIANCO ;
- Effectuer un recueil des textes sur l'accès à l'information et une annotation ainsi qu'une note de discussion ;
- Lancer les appels d'offre pour les grants des OSC ;
- Réaliser la journée des Réseaux d'Honnêteté et d'Intégrité du BIANCO.

Volet justice :

- Effectuer une descente des membres du CSM à Toliara ;
- Réaliser un atelier de rencontre des membres du CSM avec les acteurs non magistrats à Toliara ;
- Réaliser un atelier sur le code d'éthique et de déontologie des magistrats à Toliara ;
- Réaliser un atelier sur le code d'éthique et de déontologie des greffiers à Toliara ;
- Réaliser la frappe des jugements dans le TPI de Toliara ;

- Réaliser l'évaluation juridique relative à l'informatisation du casier judiciaire ;
- Lancer le recrutement de l'évaluation informatique relative à l'informatisation du casier judiciaire.

Volet Parlement :

- Effectuer une formation sur l'analyse des projets de loi notamment ceux inhérents à la justice et à la corruption envers les commissions juridiques de l'Assemblée Nationale et du Sénat ainsi que de leur staff ;
- Produire et diffuser les émissions TV/radio dans les deux chambres (1 fois par mois) à partir du mois d'avril 2017 ;
- Effectuer un atelier avec les parlementaires du Sud sur les besoins pour les relations avec les électeurs ;
- Organiser une journée porte ouverte à Antananarivo.

RAPPORT TRIMESTRIEL SUR LES PROGRES

Business Unit : MDG10

Award ID : 00097146

Titre du Projet /Programme : Institutions Démocratiques Intègres, Représentatives et Crédibles (IDIRC)

Partenaire de mise en œuvre : Ministères de la Justice (MINJUS), Ministère de la Communication, de l'Information et des Relations avec les Institutions (MCIRI)

Date de début du projet : 01 septembre 2016

Date de fin du projet: 31 décembre 2018

Période du rapport Du : [01janvier 2017]

au [31 mars 2017]

Progrès total du projet/programme (IISD) :

1 100 000 IISD

Taux de décaissement cumulé (en %): compléter

Section 1. Mise en œuvre du projet

A. Mise à jour des risques du projet

Type (stratégique, opérationnel, financier, sécuritaire, organisationnel, autres)	Date d'identification	Description	Date de mise à jour	Réponses du management / Contre mesure	Statut critique (Oui/Non)	Responsable du suivi
Organisationnel	Janvier 2017	« Turn-over » au sein des acteurs de redevabilité lesquels sont régulièrement mutés ou remplacés et qui ne permettent pas aux institutions bénéficiaires d'avoir les informations à jour sur le projet et qui pourrait retarder la mise en œuvre	30 mars 2017	Inciter les institutions à nommer des fonctionnaires « points focaux » pour éviter de changer d'interlocuteur à chaque réunion Etablissement de liens avec les techniciens des institutions moins sujets à des rotations	Non	Chargé de programme

Politique	Janvier 2017	La lenteur et l'absence de dynamisme au niveau des 2 chambres (haute et basse) pourraient ralentir la mise en œuvre des activités menées	31 mars 2017	Avec l'appui de l'Unité Stratégique et Politique, le Bureau Pays va suivre la situation et des actions appropriées seront prises pour que cela n'affecte pas négativement le Programme.	Oui	Chargé de programme
Stratégique	Janvier 2017	Manque de volonté politique des instances nationales dans la mise en œuvre effective des différentes actions en vue de la LCC et l'amélioration du contrat	31 mars 2017	Forte implication du Senior Management du PNUD pour procéder au plaider pour s'assurer que la loi sur le recouvrement des avoirs puissent être adoptée et que les PACs soient vraiment opérationnels	Oui	Chargé de programme
Opérationnel	Janvier 2017	Non disponibilité de Consultants, de matériels au moment voulu entravant la performance du projet.	31 mars 2017	Constitution de base de données de ressources humaines et prestataires	Non	UPM
		Insécurité dans les zones d'intervention	31 mars 2017	Le phénomène sera suivi en collaboration avec UNDSS et toutes les mesures appropriées seront prises à temps opportun pour que le programme ne soit pas affecté.	Oui	Chargé de programme
Financier	Janvier 2017	Retard de la mise à disposition de fonds auprès des partenaires opérationnels.	31 mars 2017	Développement de plan de redressement/rattrapage	Oui	Chargé de programme

B. Mise à jour des problèmes du projet

Type (changement, problème, autres)	Date d'apparition	Description	Date de mise à jour	Réponse du Management au problème	Résolu (Oui/Non)	Responsable du suivi
La lenteur dans le processus d'adoption des textes légaux	Mars 2017	L'avant projet de loi sur le recouvrement des avoirs qui est une des bases pour l'avancement de certaines activités du projet n'est pas encore adopté en Conseil du Gouvernement.	31 mars 2017	Une réunion du Groupe de Dialogue Stratégique (GDS) a été organisée sur la thématique Lutte contre la Corruption	Non	Chargé de Programme
Retard de la mise en place et opérationnalisation du PAC	Janvier 2017	La mise en place et l'opérationnalisation du PAC est prévu pour le 1 ^{er} trimestre 2017. Toutefois, cette mise en place a beaucoup retardé au niveau du Ministère de tutelle et a causé ainsi le retard des activités du projet y afférentes	31 mars 2017	Rencontre du DRRP avec le Ministère de la Justice	Oui	Chargé de Programme
Discordance de points de vue entre MCIRI et CSI sur l'avant-projet de loi sur l'accès à l'information	Janvier 2017	Une mise à jour de l'avant-projet de loi sur l'accès à l'information dont l'initiative revient au CSI devrait être réalisée. Le MCIRI qui est l'entité apte à porter cet avant-projet de loi. Or le MCRI ne le met pas encore comme priorité. D'où la discordance entre les deux entités	31 mars 2017	Un consultant sera recruté pour effectuer un recueil des textes existant relatifs à l'accès à l'information avec des annotations, ainsi qu'une proposition de « note de discussion » entre les deux institutions.	Oui	Chargé de Programme

Section 2. Progression des produits du CPD :

Project ID : 00100981

Description : Les institutions démocratiques et les acteurs en charge de la redevabilité et de l'Etat de droit ont des attributions claires, des ressources et des capacités appropriées, exercent leurs fonctions de façon efficace et transparente et facilitent l'accès à la justice, la lutte contre la corruption et la participation citoyenne

Longue description :

- Les institutions nationales de lutte contre la corruption assurent leur mandat avec efficacité et intégrité ;
- L'impunité est réduite à travers le renforcement des mécanismes de contrôle internes de la Justice, le renforcement des capacités, des cadres légaux et institutionnels ;
- La population est habilitée à utiliser à bon escient les mécanismes de lutte contre la corruption ;
- La culture de la redevabilité des représentants politiques envers la population est développée/améliorée ;
- La population utilise de manière accrue son droit à l'accès aux documents légaux et administratifs ;
- L'équipe de mise en œuvre du projet est mise en place et opérationnelle ;
- La mise en œuvre du projet est communiquée et suivie, et l'assurance qualité est assurée par le programme du PNUD.

Indicateurs 2.2 : Nombre d'institutions et acteurs (y compris le Parlement et l'Organe de gestion des élections) disposant d'outils et de compétences nécessaires à l'exercice de leurs missions et à la promotion de la participation citoyenne y compris les femmes et les jeunes).

Baseline (2016) : 0

Cible de l'année (2017) : 4

Etat d'avancement (valeur + % d'évolution vers la cible de l'année) : 0%

- Les principaux points focaux du projet IDIRC et les Secrétaires Généraux des deux institutions (Assemblée Nationale, Sénat) ont été approchés pour que toutes les activités puissent se faire dans un calendrier précis. Cela a permis une appropriation des principales bénéficiaires concernées, une forte collaboration avec les entités, une planification des différentes activités dans l'année et une facilitation de la mise en œuvre de ces activités.

Moyens de vérification : Rapports des deux Chambres (Assemblée Nationale et Sénat)

Indicateurs : 2.3. Nombres d'initiatives appuyées contribuant à la lutte contre la corruption ou à la participation citoyenne.

Baseline [2016]: 0

Cibles 2017 : 5

Etat d'avancement (valeur + % d'évolution vers la cible de l'année): 10%

- Une initiative de participation citoyenne à travers la rencontre entre le Conseil Supérieur de la Magistrature et les représentants de la société civile et des médias sur la perception de ces derniers des juridictions de Fort-Dauphin et d'Ambovombe a pu être effectuée à Fort-Dauphin ;
- Une série de sensibilisation des Institutions Financières Déclarantes (IFD) et des Etablissements Professionnels Non Financiers Désignés (ENFD) à l'initiative de SAMIFIN pour les engager à la lutte contre le blanchiment des capitaux et du financement de terrorisme a pu être effectuée ;
- Un atelier de coordination des Institutions de Lutte Contre la Corruption (Ministère de la Justice, BIANCO, SAMIFIN, CSI) relatif à la mise en place d'une Plateforme Numérique de Centralisation des Données a été réalisé.

Moyens de vérification : Rapports et BDD du BIANCO, du Ministère de la Justice

Section 3. Réalisation des activités

Identifiant de l'activité (Activity ID) : 1.1 Les institutions nationales de lutte contre la corruption assurent leur mandat avec efficacité et intégrité
Longue description :

- Accompagner la mise en place et opérationnalisation des PAC ;
- Renforcer les capacités du BIANCO, CSI et SAMIFIN et leur coordination (entre eux et avec le PAC) ;

Date de début : janvier 2017

Date de fin : décembre 2017

% Progression jusqu'à ce jour : 20%				
Explications (planification dépassée ou non atteinte) : causes				
Critères de qualité	Date de mesure de la qualité	Résultats des activités		
		Avis des bénéficiaires (date et score)	Utilisation des ressources (date et score)	Respect des délais (date et score)
Les matériels répondent aux besoins des institutions de la LCC et aux qualités requises	Septembre 2017	Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : Respect des délais : Score :
Satisfaction des participants	Décembre 2017	Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : Respect des délais : Score :
Le mécanisme et les outils de coordination entre les institutions de la LCC sont adaptés aux réalités et répondent aux enjeux	Décembre 2017	Date : 27 mars 2017 Avis des bénéficiaires: satisfaisant Score :9	Date : 27 mars 2017 Utilisation des ressources : conforme Score : 9	Date : 27 mars 2017 Respect des délais : oui Score : 9
Identifiant de l'activité (Activity ID) : 1.2 L'impunité est réduite à travers le renforcement des mécanismes de contrôle internes de la Justice, le renforcement des capacités, des cadres légaux et institutionnels Longue description : <ul style="list-style-type: none"> - Appuyer les mécanismes d'intégrité du système judiciaire ; - Appuyer l'effectivité de l'exécution des peines grâce à la frappe des jugements ; - Informatisation du casier judiciaire ; 				

Jugements arriérés frappés par des agents de saisie spécialisés	Décembre 2017	Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : Respect des délais : Score :
Les Tribunaux d'intervention concernés présentant un fort taux de jugement arriérés et zones d'intervention du PBF	Décembre 2017	Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : Respect des délais : Score :
L'évaluation juridique et informatique permettant de présenter l'état des lieux et des recommandations adaptée au contexte	Décembre 2017	Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : Respect des délais : Score :
L'évaluation juridique et informatique permettant de présenter l'état des lieux et des recommandations adaptée au contexte		Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : Respect des délais : Score :
Logiciel adapté aux réalités malagasy		Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : Respect des délais : Score :
Identifiant de l'activité (Activity ID) : 1.3 La population est habilitée à utiliser à bon escient les mécanismes de lutte contre la corruption Longue description : - Mise en place d'un mécanisme de protection des dénonciateurs (whistleblowers) ;				

- Réaliser une étude sur la corruption sexuelle et basée sur le genre et élaborer des outils de sensibilisation ;
- Communiquer à la population les mécanismes et dispositions prévues pour la LCC

Date de début : janvier 2017

% Progression jusqu'à ce jour : 5%

Date de fin : juin 2017

Explications (planification dépassée ou non atteinte) : causes

Critères de qualité	Date de mesure de la qualité	Résultats des activités		
		Avis des bénéficiaires (date et score)	Utilisation des ressources (date et score)	Respect des délais (date et score)
Le mécanisme de protection des dénonciateurs ((whistleblowers) est pérenne	Décembre 2017	Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : Respect des délais : Score :
Satisfaction des participants	Décembre 2017	Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : Respect des délais : Score :
Modèle de dénonciation des abus par appel téléphonique gratuit adapté au contexte malgache	Décembre 2017	Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : Respect des délais : Score :
L'étude sur la corruption sexuelle et basée sur le genre est selon les normes	Décembre 2017	Date : Avis des bénéficiaires:	Date :	Date : Respect des délais :

		Score :	Utilisation des ressources :	Score :
Les outils de sensibilisation sont élaborés par cible	Décembre 2017	Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : Respect des délais : Score :
Mécanismes et dispositions prévues pour la LCC	Décembre 2017	Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : Respect des délais : Score :
<p>Identifiant de l'activité (Activity ID) : 2.2. La culture de redevabilité des représentants politiques envers la population est développée/améliorée</p> <p>Longue description :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Renforcer la connaissance des Parlementaires sur leur redevabilité, la transparence et la lutte contre la corruption ; - Renforcer les capacités des commissions juridiques de l'AN et du Sénat et de leur staff à analyser les textes et projets de loi ; - Appuyer l'élaboration d'outils de dialogue entre parlementaires et électeurs ; - Organisation de journées portes ouvertes du Parlement <p>Date de début : octobre 2017 Date de fin : décembre 2017</p> <p>% Progression jusqu'à ce jour : 5%</p> <p>Explications (planification dépassée ou non atteinte) : causes</p>				
Critères de qualité	Date de mesure de la qualité	Résultats des activités		
		Avis des bénéficiaires (date et score)	Utilisation des ressources (date et score)	Respect des délais (date et score)

Satisfaction des participants aux ateliers de renforcement de capacité	Décembre 2017	Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : Respect des délais : Score :
Satisfaction des participants aux ateliers de renforcement de capacité	Décembre 2017	Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : Respect des délais : Score :
Outils de dialogue entre Parlementaires et électeurs atteignant les principales cibles	Décembre 2017	Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : Respect des délais : Score :
Portes ouvertes du Parlement impliquant toutes les parties prenantes	Décembre 2017	Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : Respect des délais : Score :
Identifiant de l'activité (Activity ID) : 3.1 La population utilise de manière accrue son droit à l'accès aux documents légaux et administratifs Longue description : <ul style="list-style-type: none"> - Appuyer l'élaboration et la promulgation de la loi sur l'accès à l'information ; - Appuyer des initiatives de sensibilisation et mobilisation des jeunes en matière de lutte contre la corruption, redevabilité et/ou prévention et gestion de conflit. 				
Date de début : janvier 2017		Date de fin : juin 2017		
% Progression jusqu'à ce jour : 5%				

Explications (planification dépassée ou non atteinte) : causes

Concernant la mise à jour du projet de loi sur l'accès à l'information : changement d'activité car une mise à jour de l'avant-projet de loi sur l'accès à l'information dont l'initiative revient au CSI devrait être réalisée. Le MCRI qui est l'entité apte à porter cet avant-projet de loi. Or le MCRI ne le met pas encore comme priorité. D'où la discordance entre les deux entités. Un consultant sera recruté pour effectuer un recueil des textes existant relatifs à l'accès à l'information avec des annotations, ainsi qu'une proposition de « note de discussion » entre les deux institutions.

Résultats des activités				
Critères de qualité	Date de mesure de la qualité	Avis des bénéficiaires (date et score)	Utilisation des ressources (date et score)	Respect des délais (date et score)
La loi sur l'accès à l'information répond aux enjeux et adapté aux réalités	Décembre 2017	Date : Avis des bénéficiaires : Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : Respect des délais : Score :
Documents conçus selon les normes du PNUD et dupliques selon les besoins des bénéficiaires	Décembre 2017	Date : Avis des bénéficiaires : Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : Respect des délais : Score :
Les projets des OSC et associations de jeunes sélectionnés sont innovants et perennes	Décembre 2017	Date : Avis des bénéficiaires : Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : Respect des délais : Score :
Identifiant de l'activité (Activity ID) : L'équipe de mise en œuvre du projet est mis en place et opérationnelle Longue description : - Mettre à disposition du personnel PNUD pour la mise en œuvre du projet et assurer l'appui technique nécessaire Date de début : janvier 2017 Date de fin : 10 décembre 2017				

% Progression jusqu'à ce jour : 15%

Explications (planification dépassée ou non atteinte) : causes

- Recrutement du Coordinateur de Projet inter-agence finalisé ;
- Le processus de recrutement du point focal du projet a été infructueux donc relance du poste. Un point focal par intérim est désigné pour assurer les activités du projet en attendant le recrutement du point focal.

		Résultats des activités		
Critères de qualité	Date de mesure de la qualité	Avis des bénéficiaires (date et score)	Utilisation des ressources (date et score)	Respect des délais (date et score)
Compétences du personnel répondant aux TDRs	Décembre 2017	Date : Avis des bénéficiaires : Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : Respect des délais : Score :
Matériels informatiques et bureautiques et autres logistiques répondant aux besoins du personnel	Décembre 2017	Date : Avis des bénéficiaires : Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : Respect des délais : Score :
Identifiant de l'activité (Activity ID) : La mise en œuvre du projet est communiquée et suivie, et l'assurance qualité est assurée par le programme du PNUD Longue description : <ul style="list-style-type: none"> - Assurer la communication - Assurer le suivi-évaluation Date de début : janvier 2017 Date de fin : décembre 2017 % Progression jusqu'à ce jour : 15%				
Critères de qualité	Résultats des activités			

	Date de mesure de la qualité	Avis des bénéficiaires (date et score)	Utilisation des ressources (date et score)	Respect des délais (date et score)
Communication interne et externe relative à chaque évènement	Décembre 2017	Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : Respect des délais : Score :
Visibilité du PBF et du PNUD assurée à chaque activité	Décembre 2017	Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : Respect des délais : Score :
Respect des délais et de la périodicité dans la production des rapports	Juillet 2017	Date : 31 mars 2017 Avis des bénéficiaires: Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : 31 mars 2017 Respect des délais : oui Score : 9
Respect des normes de qualité des rapports	Juillet 2017	Date : 31 mars 2017 Avis des bénéficiaires: Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : Respect des délais : Score :
Nombre et qualités des parties prenantes aux revues et missions de suivi	Juillet 2017	Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : Respect des délais : Score :

Pour le projet

Signature :

Ramkay

Date : 15/04/2017

Pour le PNUD (DRRP) :

Forward

Signature :

20/4/17

Date :

f

